

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Région Occitanie
Unité Inter Départementale Aude/Pyrénées-Orientales
A2

Arrêté préfectoral n° 2019 - 12
autorisant le COVALDEM dont le siège social est implanté Zone d'Activités Lannolier -
1075 boulevard Francois-Xavier Fafeur -11890 Carcassonne Cedex 09, à exploiter une unité de
valorisation de déchets de bois sur le territoire de la commune d'Alzonne au lieu-dit « Dominique ».

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le décret du 24 février 2017 portant nomination de M. Alain THIRION en qualité de Préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017;

VU le Code de l'Environnement, notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi, qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU la demande d'autorisation présentée le 21 décembre 2018 par l'Entreprise COVALDEM, en vue d'être autorisée à exploiter une unité de valorisation de déchets de bois sur le territoire de la commune d'Alzonne.

VU le rapport de synthèse en date du 29 mars 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 5 avril 2019 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDERANT que l'Entreprise COVALDEM a présenté le 21 décembre 2018, un dossier de demande d'autorisation, en vue d'exploiter une unité de valorisation de déchets de bois sur le territoire de la commune d'Alzonne ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, notamment les mesures proposées en matière de rejets à l'atmosphère, de bruit, de collecte des eaux usées et de prévention des dégagements accidentels permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunis ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture.

ARRETE

TITRE 1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE DE L'INSTALLATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société COVALDEM dont le siège social est situé Zone d'activités Lannolier - 1075 boulevard Francois-Xavier Fafeur - 11890 Carcassonne Cédex 09, est autorisée, aux conditions suivantes et en conformité avec les plans et descriptions produits au dossier de demande d'autorisation environnementale, à exploiter une unité de valorisation de déchets de bois sur le territoire de la commune d'Alzonne.

Article 1.1.2 Installations non visées par la nomenclature ou soumise à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipement exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une autre installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Numéro | Désignation des activités | Seuils | | | | | | Classement | Rayon affichage | Observations techniques |
|--------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-------------|----------------|--------------|-----------|-----------------|------------|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | Unités | Déclaration | Enregistrement | Autorisation | Seuil Bas | Seuil Haut (AS) | | | |
| 2714-1 | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papier, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles et bois. | m³ | 100 | - | 1000 | - | - | A | 1 km | Stockage de déchets de bois : 1 200 + 675 + 1 000 : 2 875 m³ + Zone de tri : 165 m³ Total : 3 040 m³ |
| 2791-1 | Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. | t/jr | 0 | - | 10 | - | - | A | 2 km | Broyage de déchets de bois : 60 t/jour |
| 1532-3 | Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. | m³ | 1 000 | 20 000 | 50 000 | - | - | D | / | Bois SSD - stockage de bois d'emballages broyés : 910 m³ + 560 m³ Total : 1 470 m³ |
| 3532 | Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - Prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération ... | t/jr | - | - | 75 | - | - | NC | / | Broyage de déchets de bois destinés à des chaufferies 2910-b : < 75 t/jour |

Légende colonne « régime » : A = Autorisation ; D = Déclaration ; N.C. = Non Classé

Article 1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune d'Alzonne, parcelles et lieu-dit suivants :

Les parcelles incluses dans l'emprise de la plateforme de déchets de bois sont pour partie les parcelles 1074 et 1072 de la section A du plan cadastral. L'emprise totale est de l'ordre 10 800 m². Le site se trouve à près de 3 km au Nord-Est du centre d'Alzonne et à environ 1,5 km de l'aérodrome désaffecté de Moussoulens. L'accès au site se fait par la départementale D6113 qui traverse Alzonne puis par la départementale D8 en direction de Montolieu jusqu'au lieu-dit « Dominique ».

Les horaires maximum d'ouverture de la plateforme de bois et déchets de bois sont les suivants :

- du lundi au vendredi, de 7h à 19h

L'exploitant définira les horaires de fonctionnement de l'installation dans cette plage horaire. Ces horaires figureront sur le règlement intérieur de l'installation.

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

Article 1.2.3 Autre limite de l'autorisation

La superficie du site dédié au transit/broyage de déchets de bois sera de l'ordre 10 800 m². La superficie de la plateforme accueillant l'activité occupe une surface de l'ordre de 6 100 m². Toute la surface de travail et de stockage de la plateforme est étanche (bitume sur ancien carreau de carrière : plateau horizontal de roche dure de calcaire).

L'accès routier principal doit être maintenu fermé en dehors des heures d'ouvertures du site. Pendant les heures d'ouvertures, cet accès doit être surveillé et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

Article 1.2.4 Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Déchets bois non broyés = 1 875 m³ :

- 1 zone de stockages de déchets d'emballages bois de 675 m³. Stockage dans une cellule en U par murs autostables, pour une surface de 15 m x 15 m et une hauteur maximale de 4 m (hauteur équivalente de 3 m). Cette zone de stockage représente 101 tonnes en moyenne (masse volumique de 150 kg/m³).
- 1 zone de stockages de déchets de bois non dangereux de 1 200 m³. Stockage dans une cellule par murs en U, pour une surface de 20 m x 20 m et une hauteur maximale de 4 m (hauteur équivalente de 3 m). Cette zone de stockage représente 240 tonnes en moyenne (masse volumique de 200 kg/m³).
-

Déchets de bois non dangereux broyés = 1 000 m³ :

- 1 zone de stockages de déchets de bois broyés non dangereux de 1 000 m³. Stockage dans une cellule par murs en U, pour une surface de 20 m x 20 m et une hauteur maximale de 3 m (hauteur équivalente de 2,5 m). Cette zone de stockage représente 250 tonnes en moyenne (masse volumique de 250 kg/m³).
-

Bois SSD et bois d'emballages broyés :

- 1 zone de stockages de déchets de bois broyés non dangereux de 1470 m³.

Zone de tri :

- 1 zone de tri de bois non dangereux et de bois d'emballages de 165 m³.

L'établissement dispose d'un broyeur (rubrique 2791) qui sert aux différentes catégories de déchets entrants (Déchets de bois). L'établissement fonctionne par campagne de broyage.

En fonctionnement maximal, le site sera amené à traiter 60 tonnes/jour de déchets de bois.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Article 1.4.1 Implantation et isolement du site

L'exploitation est compatible avec les autres activités et occupation du sol environnantes. Toute modification apportée au voisinage des installations, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1 Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée à la connaissance du Préfet accompagné de tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet.

Article 1.5.3 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou de déclaration.

Article 1.5.4 Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.5.5 Cessation d'activité

Lorsque l'installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit satisfaire aux prescriptions des articles R.512-39.2, à R.512-39.3 du Code de l'Environnement. Il notifie au Préfet la date de cet arrêt, un mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celles des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le (s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

TITRE 2 GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 Prévention contre les malveillances

L'ensemble du site est ceinturé par une clôture métallique de manière à en interdire l'accès à toute personne non autorisée (récupérateur, enfant, curieux, malveillant,...). Par ailleurs, le local technique et le bâtiment du personnel sont fermés à clé en dehors des horaires d'ouverture. Le site est également doté de 3 portails fermés à clefs.

L'accès au site est contrôlé au niveau de l'arrivée des camions de transport des déchets par un portail qui ne sera ouvert que pendant les heures de travail.

Article 2.1.2 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la quantité des déchets rejetés ;
- prévenir en toute circonstance l'émission, la dissémination, ou le déversement chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou de substances qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 2.1.3 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

La surveillance de l'entreprise doit se faire par des personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur la voie publique et les zones environnantes de poussières, boues et déchets.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

CHAPITRE 2.4 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1 Déclaration et rapports

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents et les accidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident, ou sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les effets sur les personnes et sur l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire ou pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installation soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ;

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées au siège de l'exploitant sis 1075 Boulevard François Xavier Faffeur à Carcassonne, durant la durée de fonctionnement de la plateforme.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

| Articles | Document à transmettre | Périodicité/Échéance |
|----------|------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| 1.6.5 | Notification de mise à l'arrêt définitif | 1 mois avant la date de cessation d'activité |
| 6.2.2 | Mesure résiduelle de niveau sonore | 1 mois à dater de la notification du présent arrêté |

TITRE 3 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation, l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais d'incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

Article 3.1.2 Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des pollutions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de danger pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareils contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 3.1.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé et à la sécurité publique.

Les produits ou déchets susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés dans des conteneurs fermés.

Article 3.1.4 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et de stationnement des véhicules sont aménagées (forme de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.
- les véhicules sortants de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

Article 3.1.5 Emissions diffuses et envols de poussières

Les parties de l'installation comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières ou de polluants (transport par tapis roulant, broyage, autres manipulation formant des poussières ou des dégagements gazeux...) sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions de poussières. Les effluents canalisés devront être dépoussiérés avant rejet. Les points de rejets sont en nombre aussi réduits que possible.

Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prendra les dispositions utiles pour limiter la formation de poussières.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJETS

Article 3.2.1 Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 3.2.2 Mesures de prévention

Afin de minimiser les sources d'émission de poussières lors de l'opération de broyage, les dispositions suivantes sont mises en œuvre sur le site :

- présence de brumisateurs sur le broyeur ou système de pulvérisation d'eau au moment du broyage des déchets de bois, qui permet de limiter la formation de poussières à la source,
- nettoyage régulier du site afin d'éviter tout risque d'accumulation de poussières.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1 Origine des approvisionnements en eau

Aucun approvisionnement en eau par prélèvement dans le milieu naturel ou le réseau d'adduction n'est autorisé.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.2.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tous rejets d'effluents liquides non prévus à l'article 4.3.1 ou non conformes à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels ou la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Article 4.2.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les fossés de collecte des eaux pluviales ;
- les ouvrages de toute sorte (vannes, compteurs) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu) :

Article 4.2.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur du site sont aériennes.

Article 4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader le milieu naturel ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces fossés, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.5 Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux de fossés de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJETS AU MILIEU

Article 4.3.1 Identification des effluents

Les eaux pluviales collectées sur le site :

a) Caractéristiques des eaux de ruissellement

Les eaux qui ruisselleront sur le site seront :

- les eaux de toitures,
- les eaux de ruissellement sur la plate-forme imperméable.

Les eaux de toitures sont des eaux non chargées qui ne contiennent pas de pollution spécifique, elles véhiculent tout au plus quelques poussières.

Les eaux de ruissellement issues de la plateforme imperméable peuvent se charger en poussières, en hydrocarbures ou autres produits, constituant de cette manière des flux polluants.

Article 4.3.2 Collecte et traitement des eaux sur le site

Les effluents pollués ne contiennent pas de substance de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitements.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe (s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Système de gestion des eaux pluviales afin de traiter et réguler les eaux susceptibles d'être polluées. Les principaux aménagements sont les suivants :

- écoulement gravitaire des eaux de ruissellement en direction d'un bassin de rétention, équipé d'un dégrilleur en amont ;
- rétention bassin imperméabilisé de décantation et d'écèlement des eaux pluviales, régulant le rejet des eaux pluviales ;
- passage par un débourbeur-déshuileur en sortie du bassin de rétention avant rejet au fossé collecteur (ou système équivalent ; positionnement en amont ou en aval en fonction des contraintes locales).

Le réseau de collecte est équipé d'un obturateur permettant, le cas échéant, de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou d'un écoulement accidentel. Un mode opératoire définit les modalités de mise en œuvre de ce dispositif.

Article 4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou de faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débits, température, composition) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabriqués concernés.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert.

Article 4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurées périodiquement et portées sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures de contrôle de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Article 4.3.5 Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

| | |
|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| Point de rejet vers le milieu récepteur | |
| Nature des effluents | Eaux pluviales, eaux de rétention |
| Exutoire du rejet | Milieu naturel (Vernassone) |
| Traitement avant rejet | Bassin de décantation (620 m ³) et Débourbeur-déshuileur |
| Milieu naturel récepteur | Milieu naturel - Fossés |
| Condition de raccordement | Sans |

Article 4.3.6 Conception , aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.3.6.1 Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et en aval de celui-ci.

Ils doivent en outre permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Article 4.3.6.2 Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejets d'effluents liquides est prévu un pont de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluants).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent être également prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu extérieur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes :
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes :
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Article 4.3.8 Gestion des eaux polluées

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 4.3.9 Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Sans objet, aucune eau de process.

Article 4.3.10 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Sans objet, assainissement autonome.

Article 4.3.11 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

| Paramètres | Concentrations maximales en mg/l |
|----------------------|----------------------------------|
| MES | 100 |
| DBO5 | 100 |
| DCO | 300 |
| Hydrocarbures totaux | 5 |

TITRE 5 DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPE DE GESTION

Article 5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Article 5.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du Code de l'Environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'Environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du Code de l'Environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du Code de l'Environnement.

Article 5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention, d'une pollution des

eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4 Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations de traitement ou d'élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article 5.1.5 Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite sauf les fillers, les blancs (enrobé produit au démarrage et à l'arrêt de la centrale) et les fraisats recyclés dans la production d'enrobés.

Article 5.1.6 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'Environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du Code de l'Environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du Code de l'Environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 5.1.7 Déchets produits par l'établissement

Les déchets, à l'exception des déchets banals, des fillers et des blancs, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et, dans le cas de déchets solides, boueux ou pâteux éliminés en centre de stockage ou valorisés en travaux publics, par un test de lixiviation selon les normes en vigueur.

Article 5.1.8 Emballages industriels

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 et R.543-74 du Code de l'Environnement portant application des articles L.541-1 et suivants du Code de l'Environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatifs, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par des installations relevant du titre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par des installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transports, les matériels de manutention et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

Article 6.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou aux signalements d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1 Valeurs limites d'émergence

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22 h. Sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que dimanches et jours fériés |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Article 6.2.2 Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruits ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PERIODES | Période de jour allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Période de nuit allant de 22 h à 7 h, ainsi que dimanches et jours fériés |
|---------------------------------|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

Les émissions sonores dues aux activités de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Une mesure de bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par l'établissement) sera réalisée dans le mois suivant la date de signature du présent arrêté. La mesure comportera au minimum deux points de contrôle, l'un en limite de propriété, l'autre au niveau de la maison d'habitation la plus proche. Dès l'obtention des résultats, une copie sera adressée à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

Article 6.3.1

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens et des personnes, les points de contrôle, des valeurs limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 26 juillet 1986 relatives aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par des installations classées.

TITRE 7 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES

Article 7.1.1 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

La présence de matières dangereuses, combustibles ou inflammables est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Article 7.1.2 Zonage interne à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou de préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Article 7.2.1 Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de la périphérie.

Article 7.2.1.1 Gardiennage et contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Article 7.2.1.2 Caractéristiques minimales des voies

Une voie principale devra être éditée selon les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur minimale des voies 6 m, ou 4 m si contraintes locales, mais dans ce cas, les aires de croisements devront être aménagées (4m x 32m) tous les 250 m.
- Pente moyenne 8 % ;
- rayon de courbure des lacets supérieure à 11 m.
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

Le site devra comporter une déserte périphérique dimensionnée comme suit :

- largeur minimale des voies 6 m, ou 4 m si contraintes locales, mais dans ce cas, les aires de croisements devront être aménagées (4m x 32m) tous les 250 m ;
- Pente moyenne 8 % ;
- rayon de courbure des lacets supérieure à 11 m.

Article 7.2.2 Bâtiments et locaux

Les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou nocive.

Un bungalow est à la disposition des salariés servant à la fois de bureau et salle de pause.

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 7.2.3 Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celles des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au démarrage de l'activité par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 7.2.3.1 Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosible de l'établissement. Le plan des zones à risque d'explosions est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Article 7.2.4 Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS

Article 7.3.1 Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phase de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal entretien) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « du permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence ou de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, chauffage, obturation des écoulements, ...) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les n° de téléphone du responsable de l'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Article 7.3.2 Interdiction du feu

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 7.3.3 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs intervenant sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- un exercice de simulation de l'application des consignes de sécurités prévues par le présent arrêté ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face aux dangers.

Article 7.3.4 Travaux d'entretien et de maintenance

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible ou toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.3.4.1 « Permis d'intervention ou permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu ».

CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

Article 7.4.1 Domaine de fonctionnement sur les procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Article 7.4.2 Gestion des anomalies et défaillances de mesures de maîtrise des risques

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitations des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant :

Ces anomalies de défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 7.5.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt de l'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.5.2 Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Article 7.5.3 Rétentions

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 7.5.4 Réservoirs

L'étanchéité du ou des réservoir (s) associé (s) à une rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques et électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapet d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 7.5.5 Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de produits inflammables, ainsi que les autres produits, toxiques corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est pas autorisé sous le niveau du sol.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Article 7.5.6 Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires ou produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans la centrale d'enrobage au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 7.5.7 Transports – chargements - -déchargements

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité pour les véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le stockage ou la manipulation de produits dangereux ou polluants, liquides ou solides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement pendant la phase de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est équipé d'une alarme de niveau haut.

Article 7.5.8 Élimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 7.6.1 Définition générale des moyens

L'exploitant met en œuvre les moyens d'intervention conforme à l'étude de dangers.

Article 7.6.2 Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.6.3 moyens d'intervention

La plate-forme d'Alzonne disposera d'une réserve d'eau de 240m³ alimentant 2 poteaux incendie, positionnés dans l'emprise du site d'AUDEVAL. Pour ces équipements mutualisés, une convention sera établie entre AUDEVAL et le COVALDEM.

Enfin, le site est organisé de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, avec notamment la possibilité d'accès à la plateforme en 3 endroits distincts (3 portails).

Article 7.6.3.1 Lutte contre l'incendie

En application de l'arrêté préfectoral n°2014-0143-0006 du 3 juin 2014, le COVALDEM s'engage à effectuer le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sur une profondeur de 50 m autour des infrastructures et de 10 m autour des voies Nord et Ouest, qui desservent le site.

Le système de défense contre l'incendie des locaux doit être assuré par des moyens de secours appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, et notamment par des extincteurs en quantité suffisante et disposés convenablement en fonction des risques. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des sapeurs-pompiers.

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

L'exploitant mettra en œuvre tous les moyens pour piéger sur son site l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie. Pour ce faire, une vanne de barrage sera installée sur les canalisations de rejets d'eaux pluviales.

Ces eaux ne pourront être rejetées dans le milieu naturel qu'à condition de respecter les concentrations fixées à l'article 4.3.12 du présent arrêté. Dans le cas contraire, elles seront traitées conformément au titre 5 du présent arrêté.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Article 7.6.4 Consignes de sécurité

Des dispositions organisationnelles sont mises en place afin de prévenir les sources d'ignition :

- l'interdiction de feu nu et des procédures de permis de feu ;
- l'interdiction de fumer mise en place sur l'ensemble du site permet également d'éviter l'apport de feu nu (étincelle, mégot,...) ;
- la maintenance préventive des installations ;
- le contrôle périodique et la maintenance des équipements par des organismes agréés :
- extincteurs (annuellement),
- engins d'exploitations,
- broyeur,
- installations électriques (1 an).

Les rapports des contrôles périodiques seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant met en place sur le site des consignes reprenant les procédures à respecter en cas d'urgence. Les consignes en cas d'incendie seront affichées en évidence et en permanence. Elles indiquent :

- les mesures d'urgence à prendre,
- le numéro de téléphone à contacter en cas d'incendie.

Article 7.6.5 Consignes générales d'intervention

L'exploitant établit un plan de secours qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations, et l'environnement.

Ce plan d'intervention doit être aisément compréhensible. Il doit contenir à minima :

- les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination des agents devant engager ces actions ;
- pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- les principaux numéros d'appel ;
- des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
 - les zones à risques particuliers ;
 - l'état des différents stockage ;
 - les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides ;
 - les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
 - les réseaux d'eaux usées et les bassins de rétention des eaux pluviales.

Article 7.6.6 Eaux d'extinction d'incendie

Le bassin de rétention dispose d'un volume de 620 m³ avec un volume mort de l'ordre de 90 m³. Le bassin sera équipé d'un système d'obturation permettant d'isoler les eaux d'extinction d'incendie.

Une consigne spécifique pour la manipulation de la vanne d'obturation du bassin d'eau pluviale est mise en œuvre sur le site.

Article 7.6.7 Protection des milieux récepteurs

L'exploitant constitue un dossier « lutte contre la pollution accidentelle des eaux » qui permet de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés qui en raison de leurs caractéristiques et des quantités mises en œuvre peuvent porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct ;
- leur évolution et les conditions de dispersions dans le milieu naturel ;
- la définition des zones risquant d'être atteintes par les concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ;
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, la flore exposée à cette pollution ;
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

L'ensemble de ces documents est régulièrement tenu à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances techniques.

TITRE 8 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Article 8.1.1 Affichage et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement :

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en Mairie d'ALZONNE et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en Mairie d'ALZONNE pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aude pendant une durée minimum d'un mois.

En vue de l'information des tiers :

- . une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie d'ALZONNE pourra y être consultée,
- . un extrait de cet arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

Ce même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis au public est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 8.1.2 Recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Montpellier :

- soit par courrier adressée au 6 rue Pitot - CS 99002 - 34063 MONTPELLIER Cédex 02, soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr>.
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai de six mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue six mois après la mise en service effective de l'installation.
- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 8.1.3 Ampliation

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, l'Inspection des Installations Classées, le Maire de la commune d'Alzonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie est notifiée au maire de la commune d'ALZONNE et au COVALDEM, situé Zone d'Activité Lannolier - 1075 boulevard Francois-Xavier Fafeur -11890 Carcassonne Cédex 09.

Carcassonne, le 15 avril 2019

Le Préfet,

SIGNE

Alain THIRION

TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| TITRE 1 | PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES..... | 2 |
| CHAPITRE 1.1 | BENÉFICIAIRE DE L'INSTALLATION..... | 2 |
| ARTICLE 1.1.1 | EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION..... | 2 |
| ARTICLE 1.1.2 | INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISE À DÉCLARATION..... | 2 |
| CHAPITRE 1.2 | - NATURE DES INSTALLATIONS | 2 |
| ARTICLE 1.2.1 | LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES..... | 2 |
| ARTICLE 1.2.2 | SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT..... | 3 |
| ARTICLE 1.2.3 | AUTRE LIMITE DE L'AUTORISATION..... | 4 |
| ARTICLE 1.2.4 | CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES..... | 4 |
| CHAPITRE 1.3 | CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION..... | 5 |
| CHAPITRE 1.4 | PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT..... | 5 |
| ARTICLE 1.4.1 | IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE..... | 5 |
| CHAPITRE 1.5 | MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ..... | 5 |
| ARTICLE 1.5.1 | PORTER À CONNAISSANCE..... | 5 |
| ARTICLE 1.5.2 | MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS..... | 5 |
| ARTICLE 1.5.3 | TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT..... | 5 |
| ARTICLE 1.5.4 | CHANGEMENT D'EXPLOITANT..... | 5 |
| ARTICLE 1.5.5 | CESSATION D'ACTIVITÉ..... | 5 |
| TITRE 2 | GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT..... | 6 |
| CHAPITRE 2.1 | EXPLOITATION DES INSTALLATIONS..... | 6 |
| ARTICLE 2.1.1 | PRÉVENTION CONTRE LES MALVEILLANCES..... | 6 |
| ARTICLE 2.1.2 | OBJECTIFS GÉNÉRAUX..... | 6 |
| ARTICLE 2.1.3 | CONSIGNES D'EXPLOITATION..... | 6 |
| CHAPITRE 2.2 | RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES..... | 6 |
| ARTICLE 2.2.1 | RÉSERVES DE PRODUITS..... | 6 |
| CHAPITRE 2.3 | INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE..... | 6 |
| ARTICLE 2.3.1 | PROPRETÉ..... | 6 |
| CHAPITRE 2.4 | DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS..... | 7 |
| CHAPITRE 2.5 | INCIDENTS OU ACCIDENTS..... | 7 |
| ARTICLE 2.5.1 | DÉCLARATION ET RAPPORTS..... | 7 |
| CHAPITRE 2.6 | RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES..... | 7 |
| CHAPITRE 2.7 | RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES..... | 7 |
| TITRE 3 | PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE..... | 8 |
| CHAPITRE 3.1 | CONCEPTION DES INSTALLATIONS..... | 8 |
| ARTICLE 3.1.1 | DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 8 |
| ARTICLE 3.1.2 | POLLUTIONS ACCIDENTELLES..... | 8 |
| ARTICLE 3.1.3 | ODEURS..... | 8 |
| ARTICLE 3.1.4 | VOIES DE CIRCULATION..... | 8 |
| ARTICLE 3.1.5 | ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES..... | 8 |
| CHAPITRE 3.2 | CONDITIONS DE REJETS..... | 9 |
| ARTICLE 3.2.1 | DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 9 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| ARTICLE 3.2.2MESURES DE PRÉVENTION..... | 9 |
| TITRE 4PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES..... | 9 |
| CHAPITRE 4.1PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU..... | 9 |
| ARTICLE 4.1.1ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU..... | 9 |
| CHAPITRE 4.2COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES..... | 9 |
| ARTICLE 4.2.1DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 9 |
| ARTICLE 4.2.2PLAN DES RÉSEAUX..... | 9 |
| ARTICLE 4.2.3ENTRETIEN ET SURVEILLANCE..... | 10 |
| ARTICLE 4.2.4PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT..... | 10 |
| ARTICLE 4.2.5ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX..... | 10 |
| CHAPITRE 4.3TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJETS AU MILIEU..... | 10 |
| ARTICLE 4.3.1IDENTIFICATION DES EFFLUENTS..... | 10 |
| ARTICLE 4.3.2COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX SUR LE SITE..... | 10 |
| ARTICLE 4.3.3GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT.. | 11 |
| ARTICLE 4.3.4ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT.. | 11 |
| ARTICLE 4.3.5LOCALISATION DES POINTS DE REJET..... | 11 |
| ARTICLE 4.3.6CONCEPTION , AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET..... | 12 |
| ARTICLE 4.3.6.1CONCEPTION..... | 12 |
| ARTICLE 4.3.6.2AMÉNAGEMENT..... | 12 |
| 4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements..... | 12 |
| 4.3.6.2.2 Section de mesure..... | 12 |
| ARTICLE 4.3.7CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS..... | 12 |
| ARTICLE 4.3.8GESTION DES EAUX POLLUÉES..... | 12 |
| ARTICLE 4.3.9VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL OU DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE..... | 12 |
| ARTICLE 4.3.10VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES..... | 12 |
| ARTICLE 4.3.11EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES..... | 13 |
| TITRE 5DÉCHETS..... | 13 |
| CHAPITRE 5.1PRINCIPE DE GESTION..... | 13 |
| ARTICLE 5.1.1LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS..... | 13 |
| ARTICLE 5.1.2SÉPARATION DES DÉCHETS..... | 13 |
| ARTICLE 5.1.3CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS..... | 13 |
| ARTICLE 5.1.4 DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT..... | 14 |
| ARTICLE 5.1.5DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT..... | 14 |
| ARTICLE 5.1.6TRANSPORT..... | 14 |
| ARTICLE 5.1.7DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT..... | 14 |
| ARTICLE 5.1.8EMBALLAGES INDUSTRIELS..... | 14 |
| TITRE 6PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS..... | 15 |
| CHAPITRE 6.1DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 15 |
| ARTICLE 6.1.1AMÉNAGEMENTS..... | 15 |
| ARTICLE 6.1.2VÉHICULES ET ENGINS..... | 15 |
| ARTICLE 6.1.3ARTICLE 6.1.3 APPAREILS DE COMMUNICATION..... | 15 |
| CHAPITRE 6.2NIVEAUX ACOUSTIQUES..... | 15 |
| ARTICLE 6.2.1VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE..... | 15 |
| ARTICLE 6.2.2NIVEAUX LIMITES DE BRUIT..... | 15 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS..... | 16 |
| TITRE 7 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES..... | 16 |
| CHAPITRE 7.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES..... | 16 |
| ARTICLE 7.1.1 INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT..... | 16 |
| ARTICLE 7.1.2 ZONAGE INTERNE À L'ÉTABLISSEMENT..... | 16 |
| CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS..... | 16 |
| ARTICLE 7.2.1 ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT..... | 16 |
| ARTICLE 7.2.1.1 GARDIENNAGE ET CONTRÔLE DES ACCÈS..... | 17 |
| ARTICLE 7.2.1.2 CARACTÉRISTIQUES MINIMALES DES VOIES..... | 17 |
| ARTICLE 7.2.2 BÂTIMENTS ET LOCAUX..... | 17 |
| ARTICLE 7.2.3 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE..... | 17 |
| ARTICLE 7.2.3.1 ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE À L'ORIGINE D'UNE EXPLOSION..... | 17 |
| ARTICLE 7.2.4 PROTECTION CONTE LA FOUDRE..... | 17 |
| CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS..... | 18 |
| ARTICLE 7.3.1 CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS..... | 18 |
| ARTICLE 7.3.2 INTERDICTION DU FEU..... | 18 |
| ARTICLE 7.3.3 FORMATION DU PERSONNEL..... | 18 |
| ARTICLE 7.3.4 TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE..... | 18 |
| ARTICLE 7.3.4.1 « PERMIS D'INTERVENTION OU PERMIS DE FEU »..... | 19 |
| CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES..... | 19 |
| ARTICLE 7.4.1 DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR LES PROCÉDÉS..... | 19 |
| ARTICLE 7.4.2 GESTION DES ANOMALIES ET DÉFAILLANCES DE MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES..... | 19 |
| CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES..... | 19 |
| ARTICLE 7.5.1 ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT..... | 19 |
| ARTICLE 7.5.2 ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES..... | 19 |
| ARTICLE 7.5.3 RÉTENTIONS..... | 19 |
| ARTICLE 7.5.4 RÉSERVOIRS..... | 20 |
| ARTICLE 7.5.5 RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION..... | 20 |
| ARTICLE 7.5.6 STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI..... | 20 |
| ARTICLE 7.5.7 TRANSPORTS – CHARGEMENTS - - DÉCHARGEMENTS..... | 21 |
| ARTICLE 7.5.8 ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES..... | 21 |
| CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS..... | 21 |
| ARTICLE 7.6.1 DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS..... | 21 |
| ARTICLE 7.6.2 ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION..... | 21 |
| ARTICLE 7.6.3 MOYENS D'INTERVENTION..... | 21 |
| ARTICLE 7.6.3.1 LUTTE CONTRE L'INCENDIE..... | 21 |
| ARTICLE 7.6.4 CONSIGNES DE SÉCURITÉ..... | 22 |
| ARTICLE 7.6.5 CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION..... | 22 |
| ARTICLE 7.6.6 EAUX D'EXTINCTION D'INCENDIE..... | 22 |
| ARTICLE 7.6.7 PROTECTION DES MILIEUX RÉCÉPTEURS..... | 23 |
| TITRE 8 DELAIS ET VOIES DE RECOURS..... | 23 |
| ARTICLE 8.1.1 AFFICHAGE ET PUBLICITÉ..... | 23 |
| ARTICLE 8.1.2 RECOURS..... | 24 |
| ARTICLE 8.1.3 AMPLIATION..... | 24 |